

L'AEFO lance une réflexion franco-ontarienne collective sur l'avenir de l'éducation en langue française

OTTAWA, le 3 novembre 2021 – L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) est fière d'annoncer qu'elle lance *Entre nos mains : l'école franco-ontarienne de demain*, une réflexion collective sur l'avenir de l'éducation en langue française financée par les fonds publics. Échelonnée sur plusieurs mois, la réflexion portera d'abord sur les défis et les enjeux que connaissent actuellement nos écoles. Par la suite, en s'appuyant sur les forces de notre système d'éducation de langue française, la réflexion portera sur les moyens auxquels il serait possible de songer pour garantir sa pérennité.

« Entreprendre une réflexion d'une telle envergure peut sembler ambitieux, voire audacieux », a déclaré la présidente de l'AEFO, Anne Vinet-Roy. « Nous sommes convaincus que nos partenaires, comme nous, ont à cœur l'avenir de l'éducation en langue française et répondront à l'appel en s'engageant avec enthousiasme dans la démarche. »

Dans les prochains mois, l'AEFO consultera ses membres, ses partenaires et l'ensemble des citoyennes et des citoyens franco-ontariens pour se pencher sur les défis et les enjeux que connaissent nos écoles franco-ontariennes, et dont on ne connaît pas encore l'impact cumulatif à long terme. Parmi les défis, la pandémie de COVID-19 en demeure à l'évidence un de taille. Mais à celui-ci s'en ajoutent d'autres, comme la pénurie de personnel enseignant francophone, les avancées technologiques, la décroissance du nombre d'élèves dans certaines régions de la province, la collaboration grandissante des conseils scolaires francophones et anglophones, ainsi que la privatisation graduelle de certains services scolaires. La richesse de la diversité, qui est à la fois un défi et une des grandes forces de notre système d'éducation, font de l'accueil et de l'inclusion des nouveaux arrivants une priorité. Parallèlement, on constate l'impressionnante victoire en matière d'éducation chez les francophones de la Colombie-Britannique. En effet, la décision de la Cour suprême pourrait créer un précédent.

Au cours des six prochains mois, la réflexion franco-ontarienne collective visera d'abord à mieux saisir la situation actuelle. « Il faut que toutes les intervenantes et tous les intervenants qui s'intéressent de près ou de loin à l'éducation se concertent pour continuer d'assurer un système qui répond aux besoins changeants des élèves et des professions qui y œuvrent, » ajoute Anne Vinet-Roy, « pour un avenir qui est *entre nos mains* ». Les consultations auprès des membres de l'AEFO, des partenaires et des communautés franco-ontariennes auront lieu de novembre 2021 à mars 2022 et culmineront par la tenue d'un sommet en mai 2022.

Pour plus d'information, [consultez le document de présentation](#).

L'AEFO compte près de 13 000 membres et représente les enseignantes et les enseignants des écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario, tant catholiques que publiques, en plus du personnel professionnel et de soutien œuvrant dans différents lieux de travail francophones.

- 30 -

Renseignements :

Marilyne Guèvremont, Cadre – service des communications

mguevremont@aefo.on.ca, 613-850-6410